



ABLON-SUR-SEINE | ARCUEIL | ATHIS-MONS | CACHAN | CHEVILLY-LARUE | CHOISY-LE-ROI | FRESNES | GENTILLY |
IVRY-SUR-SEINE | JUVISY-SUR-ORGE | L'HAY-LES-ROSES | LE KREMLIN BICÉTRE | MORANGIS | ORLY |
PARAY-VIEILLE-POSTE | RUNGIS | SAVIGNY-SUR-ORGE | THIAIS | VALENTON | VILLEJUIF | VILLENEUVE-LE-ROI |
VILLENEUVE-SAINT-GEORGES | VIRY-CHATILLON | VITRY-SUR-SEINE

SERVICE COMMUNICATION

Vendredi 2 février 2018

COMMUNIQUÉ

CONTACT

Cabinet de la présidence | Christophe Menuel
01 75 37 73 27

ÉTABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL
16, avenue Jean-Jaurès
Tour Orix, 3e étage
94600 CHOISY-LE-ROI

LE PRÉSIDENT DE L'EPT GRAND-ORLY SEINE BIÈVRE APPORTE SON SOUTIEN AUX AGENTS MOBILISÉS CONTRE LA DISPARITION DES DÉPARTEMENTS ET LES MENACES PESANT SUR LES SERVICES PUBLICS DE PROXIMITÉ.

Michel Leprêtre aux côtés de Christian Favier et des élus du Val-de-Marne le 7 février

Alors que le président de la République est sur le point d'annoncer un certain nombre d'orientations concernant l'avenir de la métropole du Grand Paris, des « fuites » laisseraient à penser que les départements seraient supprimés.

Ces projets se font sans concertation, ni avec les élus locaux ni avec les habitants, alors qu'une telle réforme mériterait un vrai débat public. Derrière cette question de la disparition des départements de petite couronne, se pose évidemment la question de la suppression de services publics de proximité utiles aux habitants.

Entre la réforme institutionnelle visant à la recentralisation des pouvoirs et le maintien de la réduction de la dépense publique touchant directement les services publics et privant l'activité économique d'investissements locaux

nécessaires, ce sont bien la qualité des services publics de proximité et la démocratie locale qui sont en jeu.

C'est pour toutes ces raisons que Michel Leprêtre participera à l'initiative du 7 février prochain devant la préfecture, aux côtés de Christian Favier, président du Conseil départemental du Val-de-Marne, et de centaines d'élus du département.

Pour Michel Leprêtre, les EPT et les départements sont complémentaires : « *Je suis de ceux qui pensent que l'intercommunalité est nécessaire, et qu'il est dangereux d'envisager de supprimer les départements. Pourquoi ? Parce que cette réforme porte en elle, depuis près de 20 ans, les germes de la disparition des communes, dans un environnement où la libéralisation des marchés et la recentralisation des pouvoirs avancent à grand pas* ».